

49 organisations françaises exigent un embargo sur les armes

Michel Muller

L'Humanité, 6 mai 1994

UN collectif d'organisations non gouvernementales françaises, regroupant 49 associations humanitaires et des droits de l'homme (1), vient de se constituer à Paris pour lancer un cri d'alarme à l'opinion publique sur la tragédie qui frappe le peuple rwandais. Au cours d'une conférence de presse, organisée hier, avec la participation de Pierre Vidal Naquet, de Gustave Massiah (AITEC), de René De Shutter (CIMADE) et de Mgr Delaporte, président de la Commission justice et paix, le collectif Solidarités France-Rwanda a publié une déclaration soulignant que « *l'ampleur et le systématisme des massacres placent ce pays au centre de la souffrance de l'humanité* ».

Rappelant leurs « *exigences humanitaires d'urgence* », les membres du collectif déclarent que l'« *arrêt des massacres ne peut passer que par la création des conditions favorables à un règlement politique, dont le seul cadre aujourd'hui crédible et légitime sont les accords d'Arusha (...) conclus entre le gouvernement multipartite et l'opposition armée du FPR, que la France, entre autres, a parrainés et continue de reconnaître officiellement* ».

Les signataires du communiqué, constatant la contradiction entre cette position et les actes de Paris, demandent aux autorités françaises de « *condamner officiellement les responsables de l'extermination en cours* ». Paris doit reconnaître « *comme interlocuteurs de la France* » les seuls « *représentants légitimés par les accords d'Arusha, ce que n'est pas l'actuel "gouvernement provisoire" dont le "ministre des Affaires étrangères" a été reçu par les autorités françaises* ». La déclaration souligne que notamment le premier ministre désigné par ces accords, M. Faustin Twagiramungu, a survécu aux massacres.

Les 49 organisations de Solidarités France-Rwanda exigent la suspension immédiate des accords franco-rwandais de coopération militaire et un « *embargo immédiat sur les livraisons d'armes* ».

MICHEL MULLER.

(1) Parmi lesquelles le CIMADE, Terre des hommes, Médecins du monde, le CCFD, Survie et la Fédération des ligues des droits de l'homme. Pour tout contact, s'adresser à Solidarités Rwanda, c/o Survie, 57, avenue du Maine, 75014 Paris.